



Les 44 propositions des CPAS wallons pour lutter contre la pauvreté

La fédération des CPAS wallons présente 44 propositions pour lutter contre la pauvreté. Les CPAS wallons veulent que le gouvernement régional s'en inspire pour actualiser le plan de lutte contre la pauvreté.

Selon le président de la fédération des CPAS wallon, Luc Vandormael, le gouvernement wallon actuel (MR-cdH) veut introduire comme modification principale l'ajout du volet « insertion sociale et professionnelle » qui ne figure pas dans le plan actuel.

L'emploi, l'arbre qui cache la forêt

Luc Vandormael ne nie pas que l'emploi est la meilleure manière de sortir de la pauvreté. Mais « *à condition que ce soit des emplois de qualité, pas des pièges à l'emploi. Environ 5% des travailleurs sont pauvres en Belgique. A condition aussi que ce volet n'occulte pas tout le reste. Réduire un plan de lutte contre la pauvreté à un plan pour l'emploi serait une erreur.* » Les CPAS wallons veulent que l'on parle d'un accès à la dignité humaine, et à tous les droits fondamentaux. Parce qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde. Il faut penser à ceux qui risquent de ne jamais trouver un boulot, et il faut leur proposer une alternative, des conditions de vie dignes. « *Il faut aussi parler logement, santé, participation sociale et culturelle. Les CPAS de Wallonie remettent à l'emploi 10.000 personnes chaque année, mais force est de constater que le plein emploi est derrière nous.* »

Pour une forme d'automatisation des droits

Selon une estimation pour l'année 2011, 90.000 personnes ne recourent pas à leurs droits sociaux. Souvent par méconnaissance. Parce qu'elles sont rebutées aussi par les démarches administratives. Il faut faciliter l'accès des plus démunis aux administrations et favoriser une forme d'automatisation des droits. « *Et puis il y a ce phénomène de honte* », ajoute Luc Vandormael. Il constate une libération de la parole haineuse. Selon laquelle la pauvreté serait une faute. Le plan wallon de lutte contre la pauvreté doit s'attaquer aux préjugés qui minent les personnes précarisées. Le président de la fédération des CPAS wallons remarque également que les contrôlés liés à l'octroi des droits sociaux, comme les visites domiciliaires, sont vécus parfois comme une forme d'inquisition. Il plaide pour l'individualisation des droits, avec pour conséquence, la suppression du statut de cohabitant. Les 44 propositions des CPAS wallons ont été présentées au ministre-président wallon Willy Borsus. [Accès à l'interview radio](#) Lire les 44 propositions [ici](#).

Documents joints

[44propositionsfederacioncpaswallon.pdf](#)